

Éditorial

Comme de nombreux laboratoires de recherche, le CSU a continué, ces six derniers mois, à répondre aux exigences des restructurations de la recherche au CNRS et dans les universités.

À peine avons-nous été contraints de renoncer au projet de rapprochement très avancé de notre laboratoire avec deux autres équipes, du fait de notre appartenance à des PRES différents, que nos direction scientifique et université de tutelle nous demandaient d'élaborer en quelques mois un nouveau projet d'UMR avec « Genre, Travail, Mobilités » (GTM), une autre équipe de sociologie de Paris 8. C'est chose faite aujourd'hui. Nous reviendrons sur ce projet dans la prochaine *Lettre CSU*, une fois donné l'avis du Comité national.

Un autre problème auquel nous avons été confrontés résulte de Loi sur l'autonomie des universités. À peine notre rapport d'activité 2004-2007 venait-il de montrer la richesse de leur apport au cours du quadriennal qui s'achève, d'exposer leurs perspectives de recherche et d'attester de leur implication dans notre programme collectif, que trois enseignantes, Marlaine Cacouault-Bitaud, Martine Mespoulet et Sylvie Tissot, ont été « rappelées » par leurs universités respectives pour être affectées dans l'un de leurs laboratoires. Mais, heureusement, le recentrage des laboratoires sur leur université est aussi l'occasion d'heureuses rencontres. Nous avons ainsi le plaisir d'annoncer dans cette *Lettre* l'intégration de trois nouveaux enseignants-chercheurs de Paris 8, Christelle Avril, PRAG qui a préparé sa thèse parmi nous, Michel Joubert, professeur, et Nicolas Jounin, maître de conférences, dont les travaux sont brièvement présentés plus loin et qui viennent donc encore renforcer nos liens avec Paris 8.

Enfin, notre accueil des doctorants a dû se plier à des décisions indépendantes de la volonté du CSU. Nous venions tout juste d'accueillir les nouveaux doctorants de deux de nos chercheurs CNRS également enseignants à l'EHESS que celle-ci décidait de mettre en application de nouvelles règles de rattachement des doctorants à ses propres laboratoires. Quelques-uns de ces étudiants réaliseront quand même leur thèse au CSU, parce qu'ils étaient par bonheur inscrits avant l'année universitaire en cours. On trouvera la présentation de leurs sujets de thèse dans la rubrique « Du côté des doctorants ». Par ailleurs, nous renouvelons l'expérience d'un stage de recherche (« bourse sandwich ») d'une doctorante de l'université de Brasilia qui vient trouver au sein de l'équipe un encadrement théorique sur les rapports sociaux de sexe.

Les comptes-rendus des séances de l'atelier doctorants attestent du caractère dynamique de la prise en charge collective de l'encadrement doctoral dans notre unité, d'autant que s'annonce la journée d'étude des doctorants du CSU qui aura lieu mi-juin.

Mais le temps passe... et il nous faut aujourd'hui évoquer le départ à la retraite de Jean-Louis Lacascade, chercheur mis à disposition du CNRS par son administration d'origine, le ministère de l'Équipement. Du « domus » aux capitaux du jeune Marx en passant par les modes de vie, Jean-Louis a su se mettre au diapason du CSU, suivant le fil des rapports sociaux à travers divers domaines et diverses époques.

Cette *Lettre* présente aussi, comme d'habitude, outre les ouvrages récemment publiés par des membres du CSU ou de ses associés, de nouvelles recherches en cours qui illustrent le large éventail des thématiques de notre laboratoire.

Anne-Marie Devreux

Sommaire

Du côté des doctorants.....	p. 2
Atelier doctorants.....	p. 3
Publications des doctorants.....	p. 5
Du côté des chercheurs.....	p. 6
Actualités scientifiques.....	p. 8
Soutenances de thèses.....	p. 8
Recherches en cours.....	p. 8
Sélection bibliographique.....	p. 10

Directrice de la publication :

Anne-Marie Devreux

Comité de rédaction :

Françoise Battagliola, Angelo Bertoni, Carmen Calandra

Secrétaire de rédaction :

Danielle Muller

Réalisation :

Camilla Torsoli

Quatre nouveaux doctorants

Joan Cortinas Muñoz

Après un DEA sur les migrations et relations interethniques à l'université de Paris 7 et un travail de consultant pour la jeunesse à l'UNESCO, **Joan Cortinas Muñoz** rejoint le CSU pour mener à terme son travail de thèse en sociologie, qu'il a entrepris en 2004 et pour lequel il est inscrit en cotutelle à l'EHESS et à l'Universitat Autònoma de Barcelona. Dans ce travail, il étudie le processus par lequel le Revenu minimum d'insertion est devenu un moyen « légitime » de lutte contre la pauvreté en Catalogne. Plus concrètement, sa recherche concerne les acteurs (experts, décideurs, militants) et leurs trajectoires, ainsi que les espaces (types de rencontres, - réunions, séminaires...- modalités organisationnelles, questions mises en débat...) où s'effectue le choix du RMI comme mesure de lutte contre la pauvreté. Sa thèse est codirigée par Christian Topalov et Carlota Solé.

Depuis 2005, Joan Cortinas a exercé plusieurs fonctions d'enseignement en sociologie. D'abord à l'Universitat Oberta de Catalunya et à l'Universitat Autònoma de Barcelona et, depuis septembre 2007, en tant qu'ATER à l'université de Paris 13.

Nicolas Larchet

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg en juin 2006, **Nicolas Larchet** prépare une thèse de sociologie, sous la direction de Christian Topalov, depuis septembre 2007 : « Pratiques alimentaires et réforme sociale : le cas du risque d'obésité à la Nouvelle-Orléans au lendemain de la catastrophe de Katrina ».

Cette étude s'attache à un problème spécifique, celui de la prévention du risque de développement de l'obésité dans les quartiers populaires de la Nouvelle-Orléans au lendemain de l'ouragan Katrina. Dans un contexte de pénurie de lieux de distribution alimentaire à la suite des inondations, l'accent est porté sur les stratégies et inventions des habitants dans leur approvisionnement et leur préparation de la nourriture, sur l'inscription de ces pratiques dans les structures économiques et géographiques locales, sur la construction de ce risque comme problème public et sur les effets de stigmatisation de l'intervention des réformateurs pour la population ciblée. Les méthodes d'enquête ethnographiques sont privilégiées.

Daniela Nogueira

Daniela Nogueira est diplômée de l'Institut de science politique de l'université de Brasilia, où elle a obtenu un master de recherche sur le thème « Participation et reconnaissance dans la gestion de l'eau au Brésil ». Depuis mars 2005, elle prépare, dans cette même université, une thèse de sociologie intitulée « Démocratie, genre et gestion de l'eau », sous la direction de Lourdes Bandeira. En France, elle effectue au CSU, depuis novembre 2007, un doctorat dit « sandwich » (une année de travail théorique, insérée au milieu de son doctorat et effectuée dans un laboratoire étranger) sous la direction d'Anne-Marie Devreux. Sa recherche s'inscrit à la fois dans le domaine de la sociologie des rapports sociaux de sexe et dans celui de la sociologie du développement. Elle a eu l'occasion de présenter son projet de thèse devant l'atelier des doctorants du CSU lors de la séance du 12 mars, dont on lira un compte rendu plus loin.

Édouard Portal

Édouard Portal prépare une thèse de science politique sous la direction de Bernard Pudal.

À la croisée de l'histoire de l'enseignement supérieur et de ses évolutions, notamment dans les années soixante, de l'histoire de la santé mentale et de l'intervention psychiatrique dans le champ éducatif, et de l'histoire du mouvement étudiant, son enquête entend proposer une sociologie historique des Bureaux d'Aide Psychologique Universitaires. Elle se consacre à la fois aux conditions de production et de réalisation d'un discours et d'un dispositif posant le problème de l'échec scolaire à l'université en terme de santé mentale, dès la fin des années cinquante, et à la manière dont le dispositif lui-même a évolué, travaillé notamment par les aspirations et prises de position de ses acteurs critiques et de ses pourfendeurs, dans le contexte des crises d'autorité des années soixante.

Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'une sociologie sensible aux phénomènes de médicalisation et de psychologisation du social.

Doctorant au CSU depuis 2007, Édouard Portal est rattaché à l'université de Paris 10.

Atelier doctorant-e-s

Élise Requilé, « Représentations et travail du corps dans le développement personnel. Discussions autour de la construction d'un article », séance du 19 décembre 2007

Cette séance de notre atelier a été consacrée à la présentation par **Élise Requilé** d'un article, alors en cours de rédaction, portant sur les représentations et le travail du corps dans certaines techniques de développement personnel, qui porte comme titre définitif « *Le corps, lui, ne ment pas* » : *le développement personnel comme exaltation féminine de la sensorialité*. Cet article s'inscrit dans le cadre d'une thèse, menée sous la direction de Dominique Memmi, portant sur les déterminations de l'investissement dans les pratiques de développement personnel. Les aspects de ces pratiques abordés dans l'article s'appuient notamment sur une enquête associant des entretiens avec des praticiens et des pratiquants du développement personnel et des observations participantes, lors de plusieurs ateliers et stages collectifs, centrées sur certaines de ces pratiques corporelles.

L'exposé a, ce jour-là, pris une forme dynamique et interactive, les questions étant posées au cours de la présentation. Ces questions ont principalement porté sur la définition et la délimitation des pratiques de développement personnel, ainsi que sur la méthodologie et les conditions des observations. La structure générale de l'article a été aussi discutée, de même que la fréquentation essentiellement féminine des ateliers observés et les implications du travail corporel qui y est mené. Les ateliers engageant un travail corporel et émotionnel sont en effet plutôt fréquentés par des femmes, cumulant pour la plupart une activité professionnelle à plein temps avec une activité domestique importante en tant que mères de famille, deux dimensions de leur vie au centre de leurs préoccupations et qui semblent être les principales causes de leurs malaises physique et psychique. Les discussions ont notamment permis un recadrage de l'article, qui s'est davantage orienté vers la question d'une distribution sociale et sexuelle différenciée du rapport au corps et à soi.

Katerina Polychroniadi, « La construction de l'objet de recherche », séance du 13 février 2008

Lors de cette séance, **Katerina Polychroniadi** a exposé les problèmes méthodologiques rencontrés au cours de son travail de thèse sur : « La fabrication de(s) l'image(s) de la ville : la mise en scène et la mise en discours du centre d'Athènes à l'occasion des Jeux Olympiques (1996-2006) ».

Cette recherche s'intéresse aux aménagements et manifestations culturelles liés aux Jeux ainsi qu'aux discours et représentations produits sur le centre-ville entre 1996 (attribution des Jeux à Athènes) et 2006 (premières élections municipales après les Jeux). Selon l'une de ses hypothèses principales, cette étude pose que, parallèlement à l'événement que constituent les Jeux, il y a un deuxième « événement » : l'émergence, au sein des institutions ou des associations d'habitants, comme chez les savants ou les artistes, d'une forte préoccupation concernant la transformation de la ville et de son image. Le centre-ville est à la fois la vitrine culturelle d'Athènes et un enjeu entre les divers acteurs qui interviennent pour forger une certaine « image de la ville ». Il s'agit alors de comprendre comment est fabriquée cette image et quelle est l'importance du débat qu'elle suscite.

Ces questions sont au cœur de la construction de l'objet, que l'exposé de Katerina a abordée en premier lieu. Comment étudier sous un même statut des objets hétérogènes (acteurs appartenant à des groupes différents, discours, projets urbanistiques, etc.) ? Ayant déjà testé plusieurs pistes de travail, Katerina est arrivée à l'idée qu'il convenait de choisir d'étudier quelques moments privilégiés, dans l'espace ou le temps, où des acteurs se croisent et où un débat s'amorce (par exemple l'aménagement d'une place ou la participation d'Athènes à la biennale de Venise sous le titre « Athènes, réalisme absolu »).

La discussion s'est beaucoup attachée aux particularités du terrain, comme y incitait d'ailleurs l'exposé. Les explications données sur l'absence d'un projet précis pour les J.O., l'histoire de l'évolution urbaine athénienne, le cadre juridique des aménagements, le rôle des architectes, les débats... ont permis d'éclaircir les diverses facettes des deux événements qui constituent l'objet de cette recherche.

Daniela Nogueira, « Gestion de l'eau et développement "soutenable" dans une perspective de genre : étapes d'une recherche »>>, séance du 12 mars 2008

Daniela Nogueira (voir la rubrique « Nouveaux doctorants ») a présenté son travail de thèse sur le genre et la gestion de l'eau dans le *Sertão*, une région du Nord-Est du Brésil où sévit la sécheresse. Elle s'appuie sur une enquête auprès des différents acteurs et actrices d'un programme de développement intitulé « Un million de citernes » dont le but est de donner accès à l'eau à la population rurale des États de Paraíba et Pernambuco. Des entretiens ont été réalisés auprès des décideurs des institutions qui ont mis en place ce programme et le suivent, des femmes et des hommes qui fabriquent les citernes, des femmes qui, ensuite, les entretiennent et gèrent ainsi l'utilisation de l'eau. Cette « conquête de l'eau » modifie considérablement la division sexuelle du travail au sein des familles, du fait de la présence plus fréquente des femmes dans les maisons puisqu'elles n'ont plus à passer plusieurs heures par jour à aller chercher de l'eau ; ce qui leur laisse aussi du temps pour développer une petite production marchande et ainsi acquérir plus d'autonomie économique.

Le projet de thèse a pour objectif d'approfondir la relation entre genre et développement à travers quatre axes : l'eau, le genre et la démocratie, d'une part, l'ensemble de ces trois axes structurant la question du développement qui constitue d'autre part le quatrième axe. La problématique de la recherche se développe autour des questions suivantes : dans quelle mesure les programmes de ressources hydriques incorporent-ils la perspective du genre et font-ils appel à la participation des femmes pour le développement d'une communauté donnée ? Quel est le rôle des femmes au sein d'un tel processus ? Et enfin, comment la participation des femmes se déroule-t-elle ? L'hypothèse de travail de Daniela Nogueira est qu'en matière de gestion d'une ressource comme l'eau, l'intégration de la perspective « genre » dans les programmes de développement rend possible leur élargissement et accroît la pertinence des décisions dès lors que la participation des femmes à la réflexion permet la prise en compte des situations concrètes de la vie quotidienne dont elles demeurent les principales protagonistes.

La discussion a porté sur les résultats des premières analyses de vingt-cinq entretiens semi-directifs et a permis de réfléchir à l'usage d'un concept tel que le développement « soutenable » quand il est articulé au « genre ».

Margarita Gonzales, « Biographie de groupe: méthodologie d'étude pour une critique urbaine »>>, séance du 23 avril 2008

Margarita Gonzales, qui prépare sa thèse en sociologie à l'EHESS sous la direction de Christian Topalov, fait partie de ces doctorants qui ont dû récemment quitter le CSU, comme il est dit dans notre éditorial. Elle est donc rattachée désormais au Centre Maurice Halbwachs mais reste néanmoins très engagée dans les activités collectives du CSU. Elle a notamment animé la séance de l'atelier doctorant-e-s du 23 avril dernier.

À l'heure où nous mettons sous presse la Lettre du CSU, deux autres réunions de travail des doctorants sont annoncées...

André Rubiao Resende, « La responsabilité sociale des universités : une analyse à partir du programme "Pôles de citoyenneté" »>>, le 28 mai 2008, dans le cadre de l'atelier doctorants

Journée d'étude des doctorant-e-s

En guise de clôture de l'atelier doctorant-e-s du CSU, une journée d'étude, ouverte ouverte également à des doctorant-e-s d'autres laboratoires, est prévue pour **mercredi 11 juin 2008**, de 9h 30 à 17h 30, dans la salle des conférences du CNRS - Site Pouchet.

Le thème choisi pour la journée, « **Obstacles et modes de résolution dans la recherche en sciences sociales** »>>, se déclinera selon deux sous-thèmes : la session du matin portera sur la question de l'accès aux sources et du traitement des données (interventions prévues : Isa Aldeghi, Margarita Gonzales, Carmen Calandra), tandis que celle de l'après-midi traitera le problème de la relation des jeunes chercheur-e-s au terrain (interventions prévues : Gaël Villeneuve, Nicolas Divert, Élise Requilé, Marjolaine Roger).

Publications des doctorants

Articles

CHABAULT, Vincent. Sur-éducation et déclassement socioprofessionnel dans l'accès à l'emploi : état des lieux des publications nord-américaines et françaises. *Revue des sciences de l'éducation*, 34, n° 1, 2008.

GOUARNÉ, Isabelle. La VII^e Conférence de psychotechnique (Moscou, septembre 1931). *Cahiers d'histoire*, oct.-nov.-déc. 2007, n° 102, p. 65-87.

OLLIVIER, Florence. La « bonne mort ». Une durée idéale pour la fin de vie en unité de soins palliatifs ? *Frontières*, 20, n° 1, automne 2007.

Contributions à des ouvrages collectifs

CORTINAS MUÑOS, Joan. Notions of participation and culture in political struggles against exclusion and their consequences : the Catalan case. In TITLEY, Gavan et LENTIN, Alana (dir.). *The politics of diversity in Europe*. Council of Europe Publishing, 2008, 17 p.

GIROUD, Matthieu, **ROGER, Marjolaine**, ZANETTI, François. Le système universitaire en Grande-Bretagne. In KRICHEWSKY, Léna, MILHAUD, Olivier, PETTINAROLI, Laura et SCOT, Marie (dir.). *Guide de l'étudiant européen en sciences sociales*. Paris : Belin, 2007, p. 176-185.

ROGER, Marjolaine. La sociologie en Grande-Bretagne. In KRICHEWSKY, Léna, MILHAUD, Olivier, PETTINAROLI, Laura et SCOT, Marie (dir.). *Guide de l'étudiant européen en sciences sociales*. Paris : Belin, 2007, p. 186-195.

Recension

CHABAULT, Vincent. Note de lecture de « Norbert Alter (dir.). *Sociologie du monde du travail*. Paris, PUF, 2006, 356 p. », *Travail Genre et Sociétés*, n° 19, avril 2008, p. 192-195.

Rapport

OLM, Christine, **ALDEGHI, Isa**. *L'impact des aides publiques sur les inégalités de logement*. Paris : CREDOC, décembre 2007, 100 p. Cahier de recherche ; 245.

DU CÔTÉ DES CHERCHEURS

Jean-Louis Lacascade

Après vingt ans passés au CSU, **Jean-Louis Lacascade**, transfuge du PUCA au ministère de l'Équipement, a pris sa retraite en avril.

Comme chercheur, il a manifesté une originalité qui ne s'est jamais démentie. Parmi les premiers, il s'est intéressé aux implications des nouvelles technologies informatiques dans l'espace de l'habitat. Avec sa complice Jacqueline Coutras, spécialiste de géographie sociale au Gedisst (le GTM d'alors), il a montré comment s'organisait la vie domestique aux premiers temps du PC familial. Ensemble, ils ont interrogé le rapport des utilisateurs et utilisatrices à ce nouvel objet sous l'angle des pratiques culturelles et des modes de vie, en France et en Allemagne.

Puis, reprenant le fil de son dialogue avec la sociologie de Bourdieu qu'il avait eu comme enseignant à Lille, Jean-Louis a mené une minutieuse étude sur la sociogenèse de l'œuvre de Marx. Son ouvrage *Les métamorphoses du jeune Marx, 1841-1848* (2002) passe les antécédents théoriques et politiques de l'auteur du *Capital* au crible d'une relecture en termes de champs et de capitaux appliqués au jeune intellectuel Karl Marx et à ses réseaux.

Impliqué sans ostentation dans la vie collective du laboratoire, Jean-Louis a pris sa part dans l'animation de nos séminaires et journées d'étude, par exemple, en pilotant récemment un débat sur la comparaison en sociologie.

Trois nouveaux enseignants-chercheurs

Christelle Avril

Après avoir été doctorante au Laboratoire de Sciences sociales de l'ENS-EHESS, Christelle Avril a soutenu sa thèse en novembre 2007. Elle a depuis cette date rejoint officiellement le CSU où elle avait déjà été gracieusement accueillie depuis sa titularisation en 2005 comme professeure agrégée (PRAG) au département de sociologie de l'université de Paris 8. Sa recherche de doctorat porte sur le travail des aides à domicile pour personnes âgées. Sa thèse est disponible à la documentation du CSU. Elle a par ailleurs publié plusieurs articles sur ce sujet, accessibles en ligne sur sa page Web (site du département de sociologie de Paris 8), à l'adresse suivante : http://www.univ-paris8.fr/sociologie/?page_id=15.

Elle assure les enseignements de sciences sociales de la préparation au CAPES de SES, ainsi qu'un cours de sociologie du travail et un cours d'initiation aux catégories statistiques. Elle travaille actuellement à la publication d'un manuel de sociologie du travail en collaboration avec Marie Cartier (université de Nantes, CENS) et Delphine Serre (université de Paris 1, CSE) ainsi qu'à la publication de sa thèse.

Elle envisage de poursuivre l'exploration (ethnographique, statistique et socio-historique) de la catégorie « personnels de service directs aux particuliers », en entamant notamment une recherche sur les concierges.

Michel Joubert

Professeur au département de sociologie de l'université de Paris 8, Michel Joubert a passé son habilitation en 1995 sur le thème *Lien social, santé et territoire, introduction aux supports sociaux*. Ce travail reprend les grands axes des travaux engagés dans le cadre du GRASS sur l'évolution des politiques sanitaires et sociales (décentralisation, politiques locales, accès aux droits, évolution des problématiques relatives à la l'insertion des jeunes, à la précarité, aux violences et aux toxicomanies). Il les a poursuivis ensuite au CESAMES avec des recherches plus centrées sur les questions de santé mentale (intégration de cette sensibilité dans la qualification et la reconfiguration des compétences des professionnels travaillant auprès des publics vulnérables, expression des demandes sur le mode et dans les circuits de l'urgence).

Il travaille par ailleurs, depuis longtemps, avec une Mission du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis (prévention des conduites à risques) et a, à ce titre, suivi de nombreuses études et enquêtes menées dans ce département depuis plus d'une vingtaine d'années. Un DESU, qui devrait démarrer en octobre 2008 dans le cadre de la formation permanente de Paris 8, portera sur la prévention des conduites à risques dans des contextes de précarisation et associera de nombreux chercheurs et professionnels.

Sa dernière recherche (en lien avec l'ORSPERE) a porté sur la manière dont les « troubles du voisinage » tendaient à s'exprimer et à se manifester sur le terrain de la santé mentale. Dans la continuité de ce dernier travail, il compte développer les recherches qu'il mènera dans les années à venir selon deux grands axes : l'un analysera les modes d'expression et de traduction de ce qu'on appelle la souffrance sociale (ou psychosociale) pour plusieurs problématiques (éducation, vie de quartier et habitat, chômage, vieillissement, vie avec une maladie grave), l'autre analysera l'évolution des professionnalités et des politiques publiques dans la prise en compte de ces problématiques.

Nicolas Jouin,

Après avoir été doctorant au laboratoire Urmis (Unité de Recherche Migrations Société) de l'université de Paris 7, il a soutenu sa thèse en février 2006. Intitulée « Loyautés incertaines, les travailleurs du bâtiment entre discrimination et précarité », elle est disponible via le serveur de thèses Tel, à l'adresse <http://tel.archives-ouvertes.fr/>.

Cette thèse a fait l'objet d'un profond remaniement pour être publiée aux éditions la Découverte sous le titre *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment* (ouvrage présenté plus loin dans notre sélection bibliographique).

Il est maître de conférences à l'université de Paris 8 au sein du département de sociologie, où il donne des cours d'initiation aux catégories statistiques, de méthodes d'enquête et de sociologie du travail.

Il envisage de poursuivre des enquêtes sur le secteur du bâtiment, en étudiant le renouvellement de ce qu'on peut appeler à la suite de Yann Moulier Boutang le « salariat bridé », à savoir une frange de travailleurs qui n'ont pas les droits habituels des autres salariés, en termes de rupture du contrat, de droit au travail ou de mobilité.

ACTUALITÉS SCIENTIFIQUES

Soutenance de thèse

Christelle Avril a soutenu sa thèse pour le doctorat de sociologie à l'EHESS, sous la direction d'Olivier Schwartz, le 28 novembre 2007. « **S'approprier son travail au bas du salariat. Les aides à domicile pour personnes âgées** »

Cette thèse porte sur le rapport au travail des aides à domicile pour personnes âgées. Cet objet permet de montrer la diversité des modes d'appropriation du travail par ces femmes aux faibles ressources sociales. Il permet également de mettre en lumière la configuration des relations sociales (relations de classes et « relations interethniques ») dans laquelle ces femmes sont insérées à l'occasion de leur travail (relations avec les personnes âgées et leur famille, le personnel soignant, le personnel associatif). La recherche repose principalement sur une enquête ethnographique (dans une petite ville riche de la banlieue parisienne) mais combine aussi une enquête statistique et une enquête socio-historique. En articulant avec précision ressources sociales et ressources de la situation de travail, cette étude fait apparaître deux groupes professionnels et sociaux parmi les aides à domicile.

Un premier groupe, appartenant aux classes populaires « respectables », refuse de s'identifier à sa position professionnelle. Pourtant, leur situation de travail leur permet de continuer à entretenir des relations socialisatrices avec leur groupe de référence : le monde des petits patrons (artisans et commerçants), avec lequel elles ont notamment des affinités politiques. Le deuxième groupe représente les femmes des classes populaires « vulnérables ». Il est composé de femmes sans ressources sociales et de femmes immigrées plutôt diplômées mais sans ressources familiales en France métropolitaine. Ces femmes ont la particularité d'être fières d'être aides à domicile. Et leur implication auprès des personnes âgées suscite l'appui et la reconnaissance des femmes des classes supérieures qu'elles côtoient, elles-mêmes engagées dans la « professionnalisation » de cette activité de soin, comme la directrice de l'association. Ces femmes des classes populaires « vulnérables » conquièrent ainsi un statut social par cette implication dans leur activité et cette alliance sociale.

Enfin la compréhension des appartenances sociales de ces femmes conduit à l'analyse de leurs modes de vie privée et ce faisant à la prise en compte du genre mais

aussi de la « race ». Les rapports différents au travail des deux groupes font en effet apparaître deux modèles d'articulation entre travail et vie privée pour les femmes des classes populaires. Et le stigmate racial est l'un des moyens mobilisés par le groupe des « Blanches » (les classes populaires « respectables ») pour maintenir son statut social : il leur permet de discréditer le rapport à la vie privée et son corollaire, le rapport au travail, du groupe des « Noires » (les classes populaires « vulnérables »).

Recherches en cours

Wenceslas Lize (CSE-Paris 8), Delphine Naudier, Olivier Roueff (SHADYC-EHESS), « Étude sur les intermédiaires du travail artistique »

L'enquête que nous menons actuellement, porte sur les intermédiaires du marché du travail artistique (soit l'ensemble des individus et des institutions qui, d'une façon ou d'une autre, mettent en relation des artistes avec des employeurs potentiels : associations, agents artistiques - design, photographie - , agents littéraires, directeurs de casting, tourneurs, chargés de production, directeurs éditoriaux, galeristes...). Cette recherche est financée par le Département des études, de la prospective et des statistiques (DEPS) du ministère de la Culture.

L'enquête vise à réaliser une cartographie de l'intermédiation culturelle à la fois transversale et par secteur artistique, à partir d'un recensement de ses acteurs. Il s'agit de produire une vue d'ensemble de la diversité des acteurs qui interviennent dans la formation des relations d'emploi au sein des différents secteurs artistiques : statuts juridiques et professionnels, organisation de l'activité, relations aux artistes, aux employeurs et aux autres intervenants de la production et de la distribution. Il s'agit en outre, de mettre au jour l'impact des transformations contemporaines des marchés artistiques sur l'activité d'intermédiation, notamment à travers l'analyse des principales controverses qui portent sur le rôle de ces professionnels depuis une dizaine d'années, et de dégager, à partir d'une enquête qualitative par entretiens répartis au sein d'un échantillon contrasté, un portrait socio-économique de la fonction d'intermédiation transverse aux différentes spécialités, sous la forme d'une typologie des postures croisant plusieurs critères cardinaux (formations et trajectoires professionnelles, cadres

institutionnels et économiques de l'activité, pratiques d'intermédiation en termes de procédures de travail, de relations aux partenaires et de critères d'excellence valorisés). Il s'agit, enfin, de saisir les marges de manœuvre des intermédiaires en fonction du fonctionnement et des transformations de chaque secteur, et aux effets de leur action sur les relations artistiques et leur économie. À cet effet, nous ferons des études de cas sur différents secteurs artistiques en effectuant une enquête par observation participante pour comprendre le dispositif des pratiques professionnelles des intermédiaires du marché du travail artistique.

Françoise de Barros, « Le corps des administrateurs des services civils d'Algérie au XX^e siècle : une sociologie de l'État, des professions et des processus de catégorisation des populations »

À partir de la fin des années 40, des « administrateurs des services civils d'Algérie », corps administratif formé par et pour la colonisation en Algérie, « migrent » en métropole en même temps que les Algériens, pour « encadrer » et contrôler ces derniers, surtout dans les préfectures, mais aussi dans certains services ministériels et organismes publics. Ma thèse, centrée sur la catégorisation des étrangers, avait permis de constater qu'après la guerre d'Algérie, une partie d'entre eux s'était reconvertie dans des secteurs d'intervention publique en direction des « immigrés » en général et dans certaines politiques de logement. Plutôt que de continuer la perspective à l'origine de ce premier constat, c'est-à-dire celle d'une enquête qui part d'un ensemble d'actions publiques métropolitaines pour y « débusquer » et analyser les effets de la présence de fonctionnaires dits « coloniaux », ma nouvelle enquête place au centre ces fonctionnaires.

En étudiant les parcours sociologiques, professionnels et géographiques de cette génération singulière d'administrateurs « coloniaux », j'espère en effet me donner les moyens d'évaluer à ses justes proportions et de comprendre les mécanismes qui ont rendu possible des formes de diffusion de leurs pratiques professionnelles antérieures dans des secteurs d'action métropolitains. Ce qui permettra de comprendre ce que l'expression « administration coloniale » recouvre et quelles sont ses articulations pratiques avec une administration réputée ne pas l'être. L'étude de ce corps est donc une voie d'entrée pour analyser ce qu'« État impérial » signifie dans le cas français du point de vue de l'administration qui l'incarne. Mais l'adjectif « colonial » sera aussi examiné à propos des pratiques, plus

particulièrement analysées sous l'angle de la catégorisation des populations « indigènes ».

Cette recherche repose essentiellement sur des fonds d'archives publics et privés dont la partie relative aux individus sera traitée quantitativement tandis que des entretiens sont également menés.

Françoise Battagliola, « Les femmes dans l'univers réformatriceur, 1880-1914 »

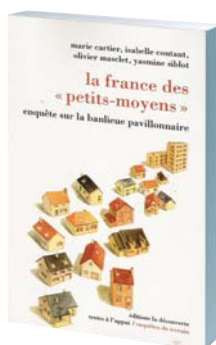
Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, de nombreux congrès, associations et autres cercles de réflexion se penchent sur les questions sociales, fléaux des temps, comme la dénatalité, ou sur les manières diverses d'améliorer les conditions de vie et de gérer les populations.

Les travaux menés jusqu'alors, particulièrement au CSU par Susanna Magri et Christian Topalov, ont peu pris en compte la participation des femmes et les institutions qu'elles ont fondées concernant la condition féminine ou la famille. J'ai donc rejoint cette équipe de chercheurs dans l'optique de traiter ces questions non encore prises en compte : quelle place les femmes occupent-elles dans cet univers ? À quels domaines s'intéressent-elles ? Apportent-elles des visions et des modes d'action qui leur seraient spécifiques ? Une base de données relationnelles, créée pour le CSU sous le logiciel 4D, nous a permis d'entrer nos données concernant les institutions et leurs membres ainsi que des données biographiques sur les acteurs et actrices les plus centraux. Cet outil partagé s'est révélé particulièrement précieux pour la mise en commun des données recueillies dans diverses archives.

Mon travail en cours s'est centré sur la question de la mortalité infantile qui, ayant mobilisé un nombre important d'acteurs et d'actrices s'efforçant de la réduire, présente l'intérêt de favoriser la prise en compte de plusieurs points de vue : les rapports de genre dans un domaine où femmes et hommes ont joint leurs efforts en mobilisant des perspectives et des atouts différents ; les relations entre les sphères privée de la philanthropie et publique de l'assistance ; la coprésence de nombre d'acteurs et actrices dans plusieurs institutions et domaines d'action, permettant la circulation des savoirs et façons de faire. La méthodologie mise en œuvre combine des approches quantitatives (analyse de réseaux, analyse des correspondances multiples) et qualitatives, particulièrement sur les trajectoires biographiques et les carrières réformatrices des acteurs et actrices.

SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE

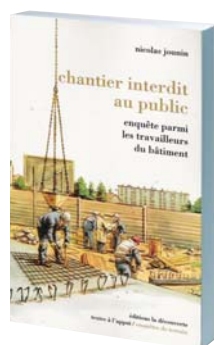
Ouvrages



CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLAT Olivier, SIBLOT Yasmine. *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire.* Paris : La Découverte, 2008, 324 p. Coll. Textes à l'appui / Enquêtes de terrain.

Dans les médias, les banlieues françaises sont souvent réduites aux cités, aux grands ensembles, quand ce n'est pas aux émeutes des « quartiers ». Il est pourtant une « autre » banlieue, celle des pavillons, qui abrite une population au moins aussi importante, mais paradoxalement beaucoup moins visible et connue. Fruit d'une longue enquête, ce livre restitue l'histoire et la vie quotidienne d'un quartier pavillonnaire de la région parisienne, situé à mi-chemin entre l'univers des cités et les lotissements aisés. Sans être séparé des zones de pauvreté, il n'en matérialise pas moins des parcours d'ascension sociale. On découvre alors les conditions, les effets et les figures de la promotion sociale, du couple d'agents EDF arrivant de province dans les années 1960 au couple d'enfants d'immigrés sortant des cités dans les années 2000.

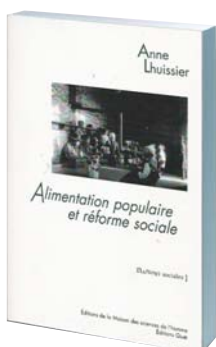
Si les ressources acquises par ces ménages les éloignent des classes populaires, leur appartenance aux classes moyennes n'est pas plus évidente. Ces « petits-moyens », comme ils se désignent parfois eux-mêmes, aspirant à « vivre comme tout le monde », sont au cœur de ce livre, qui en dresse les contours et le style de vie. Les auteurs montrent notamment que, dans ces quartiers longtemps partagés politiquement, où la vie associative est ancienne, de nouvelles formes de division et de compétition sociale les font aujourd'hui nettement basculer à droite. Ils s'efforcent d'expliquer pourquoi, après le Front national, la droite de Sarkozy séduit une large fraction de la France des « petits-moyens ». (Présentation de l'éditeur)



JOUNIN, Nicolas. *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment.* Paris : La Découverte, 2008, 274 p.

Le secteur de la construction a souvent défrayé la chronique, mais derrière les éclats des réalisations grandioses, des « affaires » judiciaires, des faits divers tragiques, le quotidien du travail des chantiers demeure obscur. C'est ce quotidien qu'explore ce livre. L'auteur, qui s'est immergé durant une année dans le monde du béton armé parisien, en tant qu'ouvrier, retrace ici l'itinéraire de son enquête. Au fil des expériences et des rencontres, il expose les conditions d'emploi et de travail liées au recours croissant à la sous-traitance et à l'intérim : division des collectifs d'employeurs, infériorisation et culpabilisation des sous-traitants et des intérimaires, pratiques illégales d'employeurs, contradictions pesant sur la sécurité au travail, recours massif à une main-d'œuvre étrangère fragilisée et parfois sans papiers, racisme et discriminations...

L'enquête ébranle au passage certaines idées reçues : beaucoup de précaires ne sont pas instables ; les sans-papiers ne travaillent pas forcément au noir ; les règles de sécurité ne protègent pas toujours les ouvriers... Elle témoigne également des résistances des travailleurs concernés. S'ils s'affrontent rarement à leurs employeurs, ils entretiennent en revanche une révolte souterraine qui peut menacer à l'occasion les constructions et contraindre les employeurs à mettre en œuvre des aménagements. L'implication physique de l'auteur dans son enquête permet une restitution fine des situations rencontrées et offre une immersion impressionnante dans cet univers méconnu du bâtiment. (Présentation de l'éditeur)



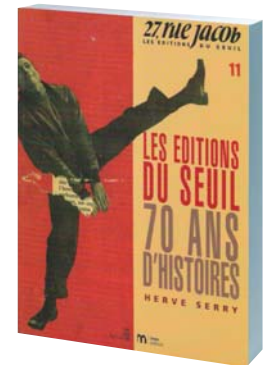
LHUISSIER Anne. *Alimentation populaire et réforme sociale. Les consommations ouvrières dans le second XIX^e siècle.* Paris : coédition Quae - Maison des Sciences de l'Homme, 2007, 284 p. Coll. « natures sociales ».

Comment appréhender les pratiques ordinaires d'alimentation des ménages ouvriers dans la seconde moitié du XIX^e siècle ? Quelles sources nous permettent d'accéder aux repas quotidiens, aux courses ou aux préparations domestiques ? L'histoire sociale est traversée de nombreux débats sur la façon d'assurer aux classes laborieuses le bon marché et la qualité sanitaire des aliments. Orchestrés par un ensemble de réformateurs, ces débats trouvent une traduction concrète dans une série de dispositifs pratiques et réglementaires, tels que les cantines ou la taxe du pain. Ces contributions pratiques et savantes à la réforme de l'alimentation populaire forment autant de sources documentaires primaires disponibles pour l'interprétation, à condition d'adopter une posture de recherche critique. En restituant les contextes d'énonciation, l'auteur explicite le point de vue à partir duquel les enquêteurs sociaux observent, s'étonnent, jugent, concluent et recommandent ; elle appréhende les principes cognitifs à la base de leurs projets réformateurs et les réponses ouvrières en terme d'usages. Articulant l'élaboration d'une question réformatrice sur l'alimentation à l'étude des pratiques alimentaires en milieu populaire, l'enquête nous mène ainsi à travers les cantines patronales, les boutiques sociétaires, les étals de boucheries, les marchés de « seconde bouche » ou les restaurants à prix fixe. Elle propose une approche ethnographique des pratiques alimentaires, et aboutit à une typologie descriptive et compréhensive des familles ouvrières selon leur rapport à l'épargne et à la consommation. L'ouvrage montre notamment comment, en contraignant à prendre les repas de midi hors du domicile, la dimension urbaine est au principe de la différenciation sociale des consommations alimentaires. C'est par le restaurant à prix fixe que passerait l'uniformisation des habitudes d'alimentation. (Présentation de l'éditeur)

MESPOULET, Martine. Préface de Theodore M. Porter. *Construire le socialisme par les chiffres. Enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*. Paris : INED, 2008, 240 p. Coll. *Classiques de l'économie*. Comment caractériser les relations entre système de pouvoir et usages de l'outil statistique en URSS ? Existe-t-il une particularité des enquêtes sociales et des recensements de population dans les pays socialistes ? Dès la révolution d'Octobre, l'outil statistique a servi à l'édification du socialisme. La situation était inédite : nouveau type d'État, nouveau modèle socioéconomique et nouvelle forme de production des données. L'usage des chiffres - comptabilité et statistiques - devint un instrument politique dans la mesure où la légitimité du nouvel État et le bien-fondé de son action politique devaient reposer sur des preuves scientifiques et chiffrées. De ce point de vue, l'usage massif de la quantification comme outil de gouvernement en URSS offre un cas d'analyse particulièrement intéressant. Si, dans le domaine de la statistique, l'arrivée des bolcheviks au pouvoir a bénéficié de l'héritage de structures créées sous le tsarisme - les bureaux statistiques des zemstva -, dirigées par des statisticiens qui concevaient leur discipline comme une science, le fonctionnement de celles-ci et les travaux effectués furent, dès les années 1920, l'objet de tensions de plus en plus fortes entre dirigeants politiques et statisticiens. Ces derniers défendaient une conception scientifique de la production des données chiffrées tandis que leurs dirigeants y voyaient un outil au service de l'État et de la planification soviétiques, et de la construction d'une société sans classes. L'histoire de la statistique socialiste repose sur l'effort d'adaptation des statisticiens face à cette nouvelle donne et au puissant cadre de la planification. La portée du débat et l'évolution qui s'ensuivit jusqu'à la fin de l'ère soviétique conduisent à s'interroger sur le contenu réel de ce qui fut présenté comme un profond changement dans la quantification des activités et des phénomènes économiques et sociaux. L'étude des différends et des controverses renseigne sur la place des professions intellectuelles et scientifiques dans la Russie socialiste et apporte un éclairage important sur la façon dont ses dirigeants se représentèrent la société et la manière de la gouverner. (Présentation de l'éditeur)



SERRY Hervé. *Les Éditions du Seuil : 70 ans d'histoires*. Paris : Seuil / IMEC, 2008, 208 p. Ce livre est le catalogue d'une exposition coproduite par la Bibliothèque publique d'information du centre Georges Pompidou, la Bibliothèque francophone multimédia de Limoges et l'Institut mémoire de l'édition contemporaine. Cette manifestation, dont Hervé Serry a été le commissaire scientifique, s'est déroulée de novembre 2007 à mai 2008. Son objet : donner à voir, au travers de plusieurs centaines de documents (rarement montrés par une entreprise d'édition, à l'instar des archives internes) la constitution du catalogue d'une maison d'édition généraliste. L'histoire du Seuil, fondé en 1935 par un abbé catholique, relancé par deux autodidactes de l'édition après la guerre, est symptomatique des mutations de l'édition contemporaine. Ses collections, le recrutement de ses auteurs et de ses collaborateurs, son organisation, l'image de marque qu'elle entend imposer, les évolutions de son indépendance capitalistique, donnent à voir les évolutions d'un secteur économique et de ses acteurs, celles de la place du livre dans la hiérarchie des produits culturels, celles des publics ou encore la place des intellectuels, et des sciences humaines et sociales, dans les débats d'idées. Le catalogue, à partir des documents de l'exposition largement repris et commentés, à partir aussi de plusieurs textes déroulant les différentes époques du Seuil, met en perspective ce parcours économique et éditorial en tentant de se garder d'une vision rétrospective qui reconstruit le passé selon les enjeux du présent.



Ouvrages collectifs

DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2008, 445 p.

Quarante ans après son surgissement, Mai-Juin 68 continue de faire débat : s'appuyant sur quelques poncifs, d'autres proclament qu'il faudrait en « liquider l'héritage » ; certains l'accusent d'avoir provoqué un effondrement de l'autorité ; d'autres encore font le procès d'une génération 68 convertie aux délices du libéralisme et accaparant pouvoirs et argent aux dépens des plus jeunes.

Mai 68 mérite-t-il d'être ainsi cloué au pilori ? Cet ouvrage propose de sortir des clichés pour entrer dans la connaissance approfondie de ce qui fut l'un des grands événements du XX^e siècle. Pour la première fois à cette échelle, vingt-neuf chercheurs, historiens, politologues, sociologues, révèlent l'ampleur du changement cristallisé par le conflit de mai et juin 1968 en France. Ils repèrent d'abord les craquements qui l'ont précédé et l'expliquent en partie : démocratisation de l'école, crise de l'université, des institutions religieuses et politiques, des méthodes patronales...

Ils dévoilent ensuite l'ébranlement inédit que provoqua cette révolte multiforme : dans les rues, les usines, sur les campus, chez les artistes, jusque dans les partis de droite... Ils analysent enfin les effets de long terme de cet étonnant bouillonnement social, culturel et politique qui modifia durablement les manières d'être femme, de travailler, d'enseigner, de s'engager en politique, de faire du théâtre, de penser son corps...

Que reste-t-il aujourd'hui de Mai-Juin 68 ? Loin de l'image folklorisée du monôme étudiant, cet ouvrage met en lumière le rôle moteur d'une aspiration toujours vive : prendre la parole et transformer sa vie hors des limites assignées par les pouvoirs. (Présentation de l'éditeur)



Numéro thématique de revue

La ville, catégorie de l'action. Études réunies et présentées par Christian TOPALOV. *L'Année sociologique*, 2008, 58, n° 1, 234 p.

Articles

BARROS, Françoise de et ZALC, Claire. En quête d'indépendance, enquête d'appartenances. Salariés, patrons et familles dans une petite entreprise textile à Lens dans l'après-guerre. *Sociétés contemporaines*, 2007, n° 68, p. 13-35.

FOURNIER, Pierre et LOMBA, Cédric. Petit commerce, grande dépendance : les pharmacies entre pouvoirs publics et industriels. *Revue française des affaires sociales*, 2007, n° 3-4, p. 211-231.

MAGRI, Susanna. Archives et construction de l'objet. Un parcours de recherche sur les politiques de l'habitation populaire. *Espaces et sociétés*, 2007, 130, n° 3, p. 13-26.

MAGRI, Susanna. Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970. *L'Année sociologique*, 2008, 58, n° 1, p. 171-202.

MARPSAT Maryse. L'enquête de l'INSEE sur les sans-domicile : quelques éléments historiques. *Courrier des statistiques*, janvier-avril 2008, n° 123, p. 53-64.

SUBRAMANIAN, Dilip. A Sociological Profile of a Public Sector Workforce. *Economic and Political Weekly*, december 2007, 42, n° 51, p. 37-47.

TISSOT Sylvie. The role of race and class in urban marginality. Discussing Loïc Wacquant's comparison between the USA and France. *City*, december 2007, 11, n° 3, p. 364-369.

TOPALOV, Christian. La ville, catégorie de l'action. Présentation. *L'Année sociologique*, 2008, 58, n° 1, p. 9-17.

TOPALOV, Christian. Sociologie d'un étiquetage scientifique : *urban sociology* (Chicago, 1925). *L'Année sociologique*, 2008, 58, n° 1, p. 203-234.

Contributions à des ouvrages collectifs

ACHIN, Catherine et NAUDIER, Delphine. Les féminismes en pratiques. In DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 383-399.

BATTAGLIOLA Françoise. Associations de lutte contre la mortalité infantile. Milieu social et carrières réformatrices. Fin XIX^e-début XX^e siècles. In DE LUCA Virginie (dir.). *Pour la Famille. Avec les familles. Des associations se mobilisent (France 1880-1950)*. Paris : L'Harmattan, 2008, p. 15-40.

BRUNEAU Ivan. Quand les paysans deviennent « soixante-huitards ». In DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 344-356.

LE VAN, Charlotte, FERRAND, Michèle et LEVINSON, Sharman. L'absence d'activité sexuelle : une singularité plurielle. In BAJOS, Nathalie et BOZON, Michel (dir.). *La sexualité en France. Pratiques, genre et santé*. Paris : La Découverte, 2008, p. 333-355.

FERRAND, Michèle, BAJOS, Nathalie et ANDRO, Armelle. Accords et désaccords : variations autour du désir. In BAJOS, Nathalie et BOZON, Michel (dir.). *La sexualité en France. Pratiques, genre et santé*. Paris : La Découverte, 2008, p. 359-380.

BAJOS, Nathalie, FERRAND, Michèle et ANDRO, Armelle. La sexualité à l'épreuve de l'égalité. In BAJOS, Nathalie et BOZON, Michel (dir.). *La sexualité en France. Pratiques, genre et santé*. Paris : La Découverte, 2008, p. 545-576.

HATZFELD, Nicolas et LOMBA Cédric. La grève de Rhodiaceta en 1967. In DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 102-113.

MEMMI, Dominique. Mai 68 ou la crise de la domination rapprochée. In DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 35-46.

PUDAL, Bernard. Ordre symbolique et système scolaire dans les années 1960. In DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 47-61.

MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard. L'UEC ou l'autonomie confisquée (1956-1968). In DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 131-143.

PUDAL, Bernard. Les événements de mai et juin 1968 : bref récit chronologique. In DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 189-194.

PUDAL, Bernard et RETIÈRE, Jean-Noël. Les grèves ouvrières de 68, un mouvement social sans lendemain mémoriel. In DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 207-221.

SERRY, Hervé. Dynamiques institutionnelles, engagements individuels et œuvres littéraires. Les écrivains catholiques français de l'Entre-deux-guerres. In DIERKENS Alain, GUGELOT Frédéric, PREYAT Fabrice et VANDERPELEN-DIAGRE Cécile (dir.). *La croix et la bannière. L'écrivain catholique en francophonie (XVII^e-XXI^e siècles)*. Bruxelles : Éd. De l'université de Bruxelles, 2007, p. 137-145.

SERRY, Hervé. Les revues intellectuelles et l'Action française après 1918. Hégémonie de la pensée maurrassienne et ajustements catholiques. In LEYMARIE Michel, PRÉVOTAT Jacques (dir.). *L'Action française, culture, société et politique*. Lille : Presses du Septentrion, 2008, p. 336-346.

SERRY, Hervé. Des transferts littéraires sous contraintes : identité nationale et marché de l'édition francophone. Le cas du Québec. In JURT, Joseph (dir.). *Champ littéraire et nation*. Freiburg : Frankreich-Zentrum, 2007, p. 171-185.

SERRY, Hervé. Église catholique, autorité ecclésiale et politique dans les années 1960. In DAMAMME, Dominique, GOBILLE, Boris, MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard (dir.). *Mai-Juin 68*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 47-61.

TISSOT, Sylvie. Sociologie urbaine et politique de la ville : retour sur une rencontre autour des « quartiers d'exil ». In AUTHIER, Jean-Yves, BACQUÉ, Marie-Hélène et GUÉRIN-PACE, France (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris : La Découverte, 2007. Coll. Recherches, p. 65-74.

Le rapport d'activité 2004-2007 du CSU est consultable sur notre site Web. Une version imprimée est disponible sur simple demande au secrétariat.



Cultures et

sociétés urbaines

Umr 7112

Cnrs - Université Paris 8

59, rue Pouchet
75489 Paris Cedex 17
Téléphone : 01 40 25 11 34
Télécopie : 01 40 25 11 35

csu@csu.cnrs.fr
Site web : www.csu.cnrs.fr

Maquette :
La Souris - 01 45 21 09 61

ISSN 1764-6995